MARDI 6 OCTOBRE : GREVE ET MANIFESTATION

samedi 3 octobre 2026, par CGT

La CGT Éduc’action appelle à la grève mardi 6 octobre, jour de mobilisation lycéenne et étudiante.

Le gouvernement et le capital font un choix de société au détriment des peuples. Ce choix de la militarisation de la société et de la marche à la guerre, que nous vivons dans l’Éducation par une tentative d’embrigadement de la jeunesse (service national volontaire, classes de défense, 11 novembre, partenariats entre l’armée et l’Éducation nationale…) est inacceptable. Nous devons assumer notre responsabilité et mettre toutes nos forces dans la lutte contre le budget de guerre et pour la défense des Services Publics. Seule la construction d’un rapport de force puissant par une mobilisation dans la durée sera à même d’y parvenir. C’est pour cette raison que la CGT Éduc’action appelle à la construction d’une grève interprofessionnelle dans le cadre intersyndical le plus large possible. Elle appelle à se saisir des mobilisations qui se construisent dans certains secteurs avec la CGT dès ce mois d’octobre.

Pour renforcer notre syndicat de lutte, syndiquons, votons et faisons voter CGT Éduc’action aux Élections professionnelles de décembre !

APPEL DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNION DE LA CGT ÉDUC'ACTION

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

La CGT Éduc'action, réunie en Conseil National du 30 septembre au 2 octobre 2026, s'alarme de la multiplication des conflits armés dans le monde, dopés par des impérialismes débridés, en Ukraine, en Palestine, en Iran, à Cuba, au Vénézuela comme ailleurs. Fidèle à ses valeurs internationalistes, la CGT est solidaire de tous·tes les travailleur·euses et les populations civiles victimes de la guerre et lutte pour la paix.

Nous dénonçons la répression antisyndicale que subissent, depuis la rentrée, nos camarades, notamment dans les Bouches-du-Rhône, dans l'Aube et en Seine-Saint-Denis. Nous n'oublions pas non plus la répression à bas bruit que subissent des personnels non-titulaires militant·es par des non-reconductions de contrat. Poursuivi pour diffamation par « SOS Éducation », notre camarade Pierre Chapa a été relaxé en 1ère instance puis en appel, mais l'association d'extrême droite s'acharne et se pourvoit en cassation, prouvant que sa seule motivation est d'intimider les militant·es. Nous continuerons à lutter pied à pied contre tous·tes les réactionnaires et contre l'extrême droite.

Dans cette période, la lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles est essentielle. Les propositions portées par la Coalition Féministe et Enfantiste (associations et syndicats) dans le cadre de la loi intégrale, bien qu'essentielles, ont été insuffisamment reprises dans le projet en l'État. Nous n'avons certes pas attendu la loi pour nous mobiliser face au patriarcat. Si elle n'y mettra pas un terme, elle constitue un point d'appui pour nos revendications et notre action syndicale. De plus, il serait inacceptable que le manque de moyens puisse conduire à l'abandon de mesures phares comme l'entretien annuel obligatoire. L'annonce surprise d'un questionnaire de recueil des violences à caractère sexuel chez les élèves est une réponse hors-sol du ministre Geffray. Il ne peut constituer un outil adapté de repérage et d'accompagnement.

Cette rentrée est marquée par le constat frappant de l'inadaptation de notre bâti scolaire au changement climatique et de la nécessité d'y remédier. La vieille ritournelle de la dette et du budget d'austérité ne trompe personne. Les moyens existent. Les salaires des personnels doivent être revalorisés avec une réindexation sur le coût de la vie, une hausse immédiate de 400 euros pour tous·tes et la construction de grilles nationales pour les contractuel·les. La CGT Éduc'action se félicite de la journée de grève du 29 septembre, avec notamment 40% de grévistes dans l'Éducation nationale.

La mobilisation lycéenne a participé de cette réussite. Les lycéen·nes montrent qu'ils et elles sont de citoyen·nes engagé·es, responsables et conscient·es des enjeux de l'époque. « L'entreprise d'attaque et de destruction du Service public » est menée par le gouvernement et non pas par les élèves comme le déclare le ministre de l'Éducation nationale. Les propos de Geffray sont irresponsables et la violente répression policière subie par la jeunesse est inacceptable, comme l'affirme le communiqué confédéral CGT du 28 septembre. Nous appelons les enseignant·es à ne pas répondre aux injonctions des chef·fes d'établissements qui demandent de travailler en distanciel et de dénoncer les élèves qui participent au mouvement.

Nous appelons les personnels à se tenir aux côtés des lycéen·nes mobilisé·es et rappelons que la meilleure arme pour cela est de se mettre en grève. Des préavis de grève, déposés par la CGT Éduc'action, couvrent tous les personnels tous les jours de l'année.

CGT Éduc'action
263, rue de Paris *Case 549* 93515 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 55 82 76 55
www.cgteduc.fr unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgteducaction
@cgteduc.fr

Les revendications lycéennes sont légitimes, nous les soutenons, le gouvernement doit y répondre !

Les lycéennes et les lycéens se mobilisent depuis plusieurs jours contre leurs mauvaises conditions d'études : état du bâti, inégalités, sélection pour l'accès aux études supérieures, professeur·es non remplacé·es, emploi du temps intenables... Leurs revendications sont légitimes, nous les soutenons d'autant plus qu'elles sont au cœur de nos mobilisations dénonçant le manque de moyens depuis plusieurs années.
Au-delà de la question des moyens, les élèves réclament plus d'égalité et la justice sociale conscients que les politiques d'Emmanuel Macron et ses gouvernements successifs ont abîmé sciemment les principes de l'École de la République.

En réponse aux lycéennes et les lycéens qui dénoncent les conséquences des choix politiques macronistes, le gouvernement ne répond que par une demande de retour au calme et par l'intervention des forces de l'ordre. Les témoignages d'élèves blessé·es, violenté·es, menacé·es sont chaque jour plus nombreux. C'est inacceptable ! Si élèves et personnels doivent être protégés, nul ne justifie qu'ils deviennent la cible des interventions policières. La FSU, l'UNSA Éducation, la FNEC FP FO, la CGT Educ'action, SUD Éducation condamnent fermement ces réponses qui confirme que ce gouvernement ne sait répondre que par la violence à la colère sociale, y compris celle de la jeunesse. Nous demandons l'abandon de toutes sanctions et poursuites liées au seul fait de participer aux mobilisations.

Nous exprimons notre solidarité avec les collègues blessés ou pris pour cible dans l'exercice de leur mission. Le soutien à cette mobilisation est indissociable du respect des personnels. Nous condamnons ces menaces et agressions.

Il faut faire cesser toutes les violences là où elles se sont installées.

Les revendications des élèves doivent pouvoir s'exprimer, être écoutées et entendues à tous les niveaux. Nous ne transigerons pas sur le respect des droits de nos élèves et sur l'effectivité de la démocratie lycéenne. Elle ne peut être un simple concept désincarné, cantonné aux salles de cours.

Dans ce contexte et dans le respect de l'indépendance du mouvement lycéen, nos organisations appellent à soutenir et entendre les revendications lycéennes pour de meilleures conditions d'étude et davantage d'égalité, notamment à l'occasion de la journée annoncée du mardi 6 octobre.

Ainsi, nous appelons les personnels de l'Éducation nationale :

- **à accompagner les élèves mobilisés et à les protéger de la répression**
- **à se mettre en grève et à manifester le mardi 6 octobre à Saint-Étienne au départ de la Place Jean Jaurès à 10h30 en direction de la DSDEN.**